

In Extenso

In Extenso IDF Audit

63 ter avenue Edouard Vaillant
CS 80137
92517 Boulogne Billancourt cedex

Tél. : 01 69 11 66 66
Fax : 01 69 11 66 40
www.inextenso.fr
www.reussir-au-quotidien.fr

MAISON DE LA SOLIDARITE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 1 rue Albert Doyen 94000 Créteil

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2022

Aux membres de l'organe délibérant,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MAISON DE LA SOLIDARITE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons été conduits à vérifier l'existence et la correcte évaluation des produits de l'exercice concerné. Nous avons obtenu les éléments probants nous permettant de nous assurer du respect de ces principes comptables. Nos travaux ont notamment reposé sur le contrôle des notifications d'octroi de subventions et de leur encaissement effectif.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement associatif relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

In Extenso

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lisses, le 20 juillet 2023

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO IDF AUDIT

Membre de la Compagnie

des Commissaires aux comptes de Versailles

Jean-Philippe FERY

Signé électroniquement le 20/07/2023 par
Jean-Philippe Fery

In Extenso

Signature électronique

BILAN ACTIF AU 31 - 12 - 2022

ACTIF	Exercice 2022 N (selon ANC 2018-06)			Exercice 2021 N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	1 641	1 641		
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 641	1 641		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	116 965	113 313	3 652	8 185
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	16 098	13 751	2 347	5 035
Immobilisations corporelles en cours	100 867	99 562	1 305	3 149
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières	1 964		1 964	1 964
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	1 964		1 964	1 964
Total I	120 570	114 954	5 616	10 149
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	136 462		136 462	83 875
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	166 169		166 169	149 682
Charges constatées d'avance				623
Total II	302 631		302 631	234 180
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	423 201	114 954	308 247	244 329

BILAN PASSIF AU 31-12-2022

PASSIF	Exercice 2022 N	Exercice 2021 1 N-
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS	43 464	43 464
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	43 464	43 464
Ecarts de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	32 014	32 014
Report à nouveau	10 969	- 11 281
Excédent ou déficit de l'exercice	81 904	22 250
Situation nette (sous total)	168 352	86 447
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	11 552	11 552
Provisions réglementées	20 581	20 581
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	200 485	118 580
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	-	16 805
Total III	-	16 805
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement	26 500	26 500
- sur autres ressources		
Total III bis	26 500	26 500
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	7 468	7 780
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	73 794	74 630
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		33
Total IV	81 262	82 443
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	308 247	244 328

COMPTE de RESULTAT au 31-12-2022

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2022 N (selon ANC 2018-)	Exercice 2021 N (selon ANC 2018-)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Subventions	681 214	653 524
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	16 805	28 549
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations	6 525	9 631
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	7 719	7 561
Total I	712 264	699 265
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	16 311	26 661
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	129 696	113 272
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	11 736	15 490
Salaires et traitements	354 703	358 969
Charges sociales	114 284	130 074
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 533	4 681
Dotations aux provisions		16 805
Reports en fonds dédiés	249	16 500
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges		
Total II	631 512	682 453
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	80 751	16 812
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 153	437
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	1 153	437
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	-	-
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 153	437
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	5 000
Total V	-	5 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	713 417	704 702
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	631 512	682 453
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	81 904	22 249
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL	713 417	704 702

Annexe des Comptes Annuels 31 Décembre 2022

L'exercice clos a une durée de 12 Mois, recouvrant la période du 01 Janvier au 31 Décembre 2022.

Au Bilan de l'exercice clos le 31 Décembre 2022, le total est de **308 247 Euros**.

Le net comptable est un **résultat positif de 81 904 Euros**, arrêté par le Conseil d'Administration du jeudi 29 juin 2023.

Objectif social

L'association gère le Centre Social La Maison de la Solidarité.

Elle a pour objectif :

- Mettre en place des activités sociales, culturelle, de loisirs et de promotion sociale pour toutes les tranches d'âges dans le cadre de l'Agrément Centre Social attribué par la Caisse Allocation Familiale.
- Favoriser l'implication des adhérents et la participation des habitants dans la vie du quartier et de la Ville de Créteil.
- Contribuer à la promotion de la vie associative.

I. Principes Comptables

(Décret n°83-1020DU 29-11-1983, articles 7.21.24 début 21-1.24-2 et 24-3)

Les comptes ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03 & n°2018-06 relatif au plan comptable général et aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivante :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sauf exception indiquée dans les autres informations,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

II. Compléments d'informations relatifs au Bilan et compte de résultat.

- **Note sur l'actif :**

Les Immobilisations incorporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Incorporels : 1 an
- Agencement des constructions : 5 ans
- Installations Techniques : 5 ans
- Matériels et outillages divers : 5 ans
- Matériel de Transport : 3 à 5 ans
- Matériel d'activités : 3 à 5 ans

Les créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. En cas de valeur d'inventaire inférieur à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

Etat des créances :

	Montant Brut	à 1 an ou plus	de 1 an à 5 ans
Dépôts et cautionnements	1 964 €		1 964 €
Autres créances	136 462 €	136 462 €	
Charges constatées d'avances			
Total	138 426 €	136 462 €	1 964 €

Produits à recevoir inclus dans le poste du bilan :

Il s'agit de Subventions à recevoir dont le détail est le suivant :

- C.A.F. (prestation de service, ALSH, Animation Col. Fam.) : 66 083 €*
- C.A.F Bonus T Ctg (ex CEJ) : 23 112 €*
- Autres Subventions : DEPT 94 (RVI) 46 500 €

(*) Cette subvention est comptabilisée selon un principe permanent en application du barème CAF.

• Note sur Le passif :

Report à nouveau

Le poste « report à nouveau », pour un solde créditeur de 10 969 € regroupe l'ensemble des résultats de l'association.

Sa variation sur l'exercice est la suivante :

Report à nouveau fin 2021 :	- 11 281
Résultat 2021 :	22 250
Report à nouveau fin 2022 :	10 969

Provisions pour risques et charges

Les Provisions figurant au bilan sont détaillées sur l'état des Provisions.

Les Dettes

	Montant Brut	à 1 an ou plus
Dettes Fournisseurs	7 468 €	7 468 €
Dettes Fiscales et Sociales	73 794 €	73 794 €
Produits constatés d'avance		
Total	81 262 €	81 262 €

Charges à payer incluses dans le poste du bilan :

Fournisseurs factures non parvenues :	4 945 euros.
Fournisseurs	2 523 euros
Provisions chargées pour Congés Payés :	52 445 euros.
	<hr/>
	59 913 euros

• Note sur le Compte de Résultat :

Les charges et les produits correspondent à l'activité normale de l'association.

Charges Supplémentaires :

Le montant des charges supplémentaires pour l'exercice 2022 s'élève à 46 664.89 €. Il s'agit de la mise à disposition des locaux par la Ville de Créteil. Elle prend en charge l'entretien et le salaire pour la mise à disposition d'un agent de la Ville.

Indemnité de départ en retraite :

Depuis 2005, l'association évalue les encours des indemnités de retraite qui devront être versées aux salariés présents au 31/12/2022. Cette provision n'a pas fait l'objet d'une comptabilisation dans les comptes de l'association.

L'indemnité à verser est l'indemnité théorique que l'employeur devra verser au moment du départ à la retraite de chacun des salariés. Cette indemnité est calculée en multipliant le montant du salaire perçu au moment du départ en retraite par les droits prévus selon son ancienneté, selon le calcul de l'indemnité légale.

Les droits acquis au titre du départ en retraite des salariés sont valorisés sur la base des départs programmés, une fois l'âge légal acquis par chaque salarié, c'est-à-dire 62 ans pour les non cadres et 65 ans pour les cadres.

Calculée à partir de la rémunération annuelle brute de chaque salarié présent au 31/12/2022, les paramètres suivants sont retenus :

- Taux de rotation du personnel : 1 %,
- Actualisation des salaires : 1 %,
- Toutes charges sociales retenues pour les non cadres : 39 %.
- Toutes charges sociales retenues pour les cadres : 60%.

La dette actuelle estimée au 31/12/2022 est de 33 382 € en 2022, contre 39 380 € en 2021.

Elle mesure l'engagement probable actualisé au jour des calculs au titre des droits acquis à cette même date.

Les événements significatifs depuis la fin de l'exercice 2022

Le service Insertion du département du Val-de-Marne nous a signifié, fin mars 2023, l'arrêt de la subvention « Les Rendez-vous de l'Insertion » dès 2023. Cette décision impacte le budget de notre Centre (46 500 €). Il appartient au Bureau de proposer un Budget rectificatif au Conseil d'Administration. Au mois de juin 2023.